



Nous reproduisons ci-dessous le texte d'une pétition qui revient sur la « burqa pride » de l'ULB en posant très justement les questions que soulèvent cette action et les commentaires qui l'ont suivie. **(LCR-Web)**

"J'appelle société bourgeoise une société close où il ne fait pas bon vivre, où l'air est pourri, les idées et les gens en putréfaction. Et je crois qu'un homme qui prend position contre cette mort est en un sens un révolutionnaire"

"En tant qu'homme, je m'engage à affronter le risque de l'anéantissement pour que deux ou trois vérités jettent sur le monde leur essentielle clarté."

Frantz Fanon, Peau noire, masques blancs

Nous sommes inquiet des appels qui de cartes blanches en pétitions demandent l'exclusion d'un des nôtres, Souhail Chichah. Plutôt que de nous cacher et rester capturé par la peur ou par l'indifférence nous y voyons l'occasion de construire un positionnement large et multipolaire. Nous avons appris qu'il faut savoir cultiver la réserve, le déplacement, l'art des médiations mais nous savons aussi qu'il nous faut parfois savoir apparaître, nous exposer. Nous arriverons à dépasser cette situation d'hystérisation du conflit en faisant entendre d'autres voix mais aussi en renforçant la solidarité et l'alliance des forces d'opposition. Nous avons souvent agis séparément et chacun dans notre coin, au sein de réseaux souvent fermés sur eux-même et confinés à leur nécessité interne. Nous n'avons peut-être pas assez construit les coalitions entre nos champs de résistance séparés. La situation actuelle exige de nous que nous parvenions à cultiver nos désaccords tout en construisant un véritable espace public oppositionnel.

Un conflit inévitable

Le mardi 7 février a eu lieu à l'U(I)B une burqa pride. A lire les médias et les déclarations politiques, on serait poussé à penser que l'Université est prise en étau. Elle serait attaquée dans son fort intérieur par des forces occultes. Non par les appétits dévorants des grandes entreprises ou par la mise en concurrence des universités sur le marché du savoir. Non, par des « intégristes », par des « islamistes », par des « terroristes ». On crie à la censure, on hurle à la prise d'otage, on appelle au grand nettoyage. D'un peu partout montent les appels à la mobilisation et à l'excommunication de Monsieur Souhail Chichah. C'est à peine si l'on ne nous demanderait pas de partir en croisade contre les « fascistes » pour défendre nos valeurs : la « Liberté d'expression », la « Démocratie », le « Libre examen », bref notre « Alma Mater ». De cartes blanches en pétitions, de plateaux télévisés en annulation de conférence c'est un ambiance toxique qui monte comme une vase, un climat de peur se repend peu à peu. Les mots utilisés, le phrasé, le ton, tout concourt à entretenir une atmosphère nauséabonde aux odeurs de Reconquista. Comment se fait-il qu'un chahut bon enfant ait pu être ainsi traité et forcé aussi grossièrement à rentrer dans la catégorie d' « extrémisme de droite » ? Certain ayant même été jusqu'à parler de « terrorisme », de « mardi noir ». Comment cela a-t-il pu se produire alors que n'importe quel journaliste un peu honnête a pourtant accès aux vidéos sur YouTube ainsi qu'aux nombreux commentaires, arguments et analyses qui circulent un peu partout dans les réseaux sociaux ? Le chahut, le conflit ne sont pourtant pas des pratiques nouvelles à l'U(I)B. De l'Université Nouvelle à l'Assemblée Libre en passant par les mouvements étudiants des années 90 ou par les occupations de personnes dites « sans-papiers », le libre examen a toujours été le site d'intenses controverses quant à l'appropriation de sons sens. Or, ces dernières années le « principe du libre examen » sert de plus en plus régulièrement de justification pour contrôler, voir annuler certains débats au sein de l'U(I)B au nom d'un combat d'arrière-arrière-garde contre un obscurantisme fantasmé. Le principe du libre examen serait-il devenu un dogme ainsi qu'un moyen de répression ?

Généalogie d'un chahut

Il est nécessaire de rappeler dans quel contexte l'invitation chahutée de Caroline Fourest s'inscrit afin de donner un autre cadrage aux événements survenus le mardi 7 février. A la rentrée 2006, les autorités décident d'ouvrir un « chantier des valeurs » sous le haut patronage des journalistes ultra-médiatisés de Charlie Hebdo, Philippe Val et Caroline Fourest. Ce chantier prétendait ouvrir une réflexion sur l'identité d'une Université dont les valeurs seraient menacées par la montée de certaines formes d'intégrismes. Accusée d'islamophobie et régulièrement pris en flagrant délit de mensonge (Cf. Pascale Boniface, Les intellectuels faussaires), la grande messe de Caroline Fourest au Janson sera joyeusement chahutée. Il ne s'agissait pas de dénoncer la personnalité de Caroline Fourest mais de questionner la portée idéologique de l'ouverture d'un « chantier des valeurs » sous son patronage. Déjà à l'époque ce chantier

peinait à camoufler l'opération cosmétique qui consistait à refouler les conflits et les rapports de force qui font l'université. Une catégorie passe-partout avait été fabriquée pour identifier/construire un ennemi in-assignable et donc tendanciellement partout : derrière les mouvements de sans-papiers les « gauchiste-pervers », derrière les luttes pour l'égalité les « islamo-complaisants ». Le procédé est parfaitement connu et bien rodé : pour faire disparaître la contestation on déplace le terrain de l'affrontement politique vers la celui de la civilisation (les « valeurs »). Il s'agit de déplacer un antagonisme interne inévitable vers une position d'exclusion-interne, un ennemi intérieur-extérieur . « Nous sommes les vrais démocrates, laïques et anti-racistes, si vous n'êtes pas d'accord avec nous, si vous nous critiquez vous serez maudit ». Or la violence que l'université génère ne lui vient pas d'une adversité inassignable, fantomatique mais de sa propre logique. Ce que l'université a à craindre lui est moins extérieur qu'intérieur. Des mouvements d'étudiants, de professeurs, de chercheurs, de membres du personnel contre la mise sous perfusion de l'université au sein du marché de l'économie de la connaissance (Bologne) aux mouvements d'occupation contre la destruction des lieux d'hospitalité (ancien Foyer, terrain de foot, etc.) en passant par les luttes contre les pressions et restrictions de l'accès aux études que subissent les étudiants « précaires » et « étrangers », la liste serait longue des colères et des indignations qui se sont manifestées au sein de l'U(I)B ces dernières années. Le chahut, comme l'entartage ou le boycott sont des moyens d'action non-violents dont disposent les groupes minorisés pour entrer de force dans un débat duquel ils sont exclus. Un moyen de forcer la contradiction et d'ouvrir une scène politique d'interlocution. Que nous ayons participé ou non à la burqa pride nous pensons que l'interruption du ronron de la bien-pensance n'a rien avoir avec de la censure. Il est particulièrement abjecte de ramener sur un même plan un groupe minoritaire (quelques citoyens venus perturber une conférence pour provoquer le débat) et un groupe majoritaire qui prend le pouvoir par un coup d'Etat (un groupe fasciste). L'amalgame d'un chahut comme relevant de la censure ainsi que la qualification des participants à la burqa pride comme « groupuscule fasciste » relève de ce climat de confusion généralisée et participe d'une rhétorique stérilisante. Dernièrement, on aura pu assister à une opération du même genre lorsque l'on mit sur un même plan une séquestration de patron suite à un licenciement et l'intrusion dans l'usine d'une milice privée venue imposer la terreur. Avec ce genre de raccourci en viendra-t-on un jour à dire que les résistants de l'insurrection du ghetto de Varsovie sont devenus des nazis le jour où ils ont décidé de passer à l'offensive ? Ce genre d'opérations a comme conséquence de nier la réalité et l'historicité des rapports de pouvoir et de domination qui constituent les sociétés dans lesquelles nous vivons. Ce qu'il s'agit probablement d'empêcher c'est que les relations de domination puissent être questionnées, politisées et devenir l'enjeu de conflits collectivisés.

Nous sommes la jeunesse de ce pays

On nous accuse de « racisme » contre la société qui nous accueille parce que nous n'aurions pas respecté les règles du débat démocratique. Mais que cela plaise ou non, ce qu'il faudra bien un jour entendre c'est que nous sommes la jeunesse de ce pays. Nous avons grandi en Belgique, nous y avons vécu nos premiers amours, nous sommes passés par le bannissement de

l'école, certains ont fait l'université, d'autres des écoles supérieures, d'autres encore par choix ou par nécessité économiques ont du travailler. Nous nous sommes rencontrés dans les manifestations de soutien à la Palestine. Nous nous sommes retrouvés aux côtés de ceux que l'on appelle les « sans-papiers ». Nous avons pris part ensemble aux assemblées populaires du printemps dernier qui ont donné un écho ici aux révoltes en cours de l'autre côté de la Méditerranée. Ce que nous ne pouvons accepter c'est l'alternative dans laquelle on essaie de nous enfermer entre être dedans ou dehors, c'est-à-dire soit de se soumettre, de rendre les armes et de rentrer dans le rang, soit de combattre l'Université comme une chose extérieure, de devenir l'ennemi d'une société qui s'en prend à ses propres enfants, qui sacrifie sa propre population. Nous savons que « défendre l'Université », « défendre nos valeurs », « défendre notre Civilisation » conduit et conduira nécessairement au replis sur soi et à la haine de l'autre. Nous ne voulons pas d'une université qui se construise comme un bunker ou comme une sorte d'Eglise laïque ni d'une Europe qui se transforme en forteresse. Ces « valeurs » auxquelles on nous demande d'adhérer avec fièvre et soumission reconduisent inlassablement l'idée d'Université à une essence pure et an-historique. Or plus une idée se présente comme pure plus elle s'éloigne du monde. L'Université (libre) de Bruxelles serait-elle devenue aussi labyrinthique qu'un château kafkaïen, tellement enroulée sur elle-même qu'elle n'offrirait plus à toute tentative de pénétration, d'irruption et d'altération qu'une résistance obstinée ? Nous savons parce que nous le vivons chaque jour que les murs de cette citadelle, comme ceux derrière lesquels les élites européennes pensent pouvoir se cacher n'ont jamais tenus, qu'ils se lézardent de tous côtés et que toujours nous les avons traversés. C'est la frontière entre « chercheur » et « non-chercheur », « étudiant » et « non-étudiant », « enseignant » et « non-enseignant », entre « citoyen » et « sans-papiers » – c'est à dire entre un « dedans » et un « dehors » – qui aujourd'hui ne tient plus. L'effondrement salutaire de cette division est peut-être ce qui fait paniquer ceux qui ont des raisons objectives de craindre un bouleversement radical de la situation économique, sociale et politique. Leur volonté de ne pas voir tient peut-être également de ce que les catégories dans lesquelles ils enferment le monde sont aujourd'hui obsolètes. Lorsqu'une vision du monde se trouve mise en crise, s'en suit une période, plus ou moins longue, d'hallucinations dans laquelle plus grand monde ne parvient à distinguer grand chose. Tout se passe alors comme si le sens attaché à certaines « valeurs » re-devenait inassignable, qu'il re-devenait impossible de penser l'histoire en terme d'avancée et de recul, comme si négativité et positivité s'enlaçaient de manière indiscernable. Lorsque l'ancien se meurt et que le nouveau ne parvient pas à voir le jour, dans ce clair-obscur surgissent les monstres.

Une puissance d'agir renouvelée

Nous vivons dans un monde qui nous pousse chaque jour au replis, activant en nous la peur tout en exacerbant notre capacité à rester de marbre à la vision de l'étranger, de l'autre, de la différence, à continuer à vaquer à nos occupations. A coup d'exclusion et de règlements d'ordre public on tente de maintenir un espace calfeutré, policé, composé d'individus sachant répondre aux exigences implicites de l'opinion majoritaire. Ce que l'on ose encore appeler l' «

opinion publique » n'est plus qu'une zone d'ombres entre la sphère privée, les espaces institutionnels clos, l'entreprise et les domaines contrôlés par l'Etat. L'intérêt général ne peut dès lors se réaliser que d'une manière très abstraite, ne parvenant plus à prendre en compte la multiplicité des expériences de ceux qui peuplent ce pays. Le peuple grec est aujourd'hui sacrifié à l'autel de la nécessité économique. Ici la traque aux personnes « sans-papiers », aux chômeurs, aux Indigènes, aux travailleurs précaires s'intensifie. Le soit-disant débat d'intérêt général sur le Front National est une opération de capture des puissances de révolte et de colère au sein du consensus démocratico-parlementaire. Nous avons mieux à faire que de défendre une fantasmagorique forteresse attaquée par d'improbables barbares. Nous avons à construire une lutte nécessaire face aux politiques de destruction sociale, politique et écologique imposées un peu partout par le FMI et la Banque Centrale Européenne avec la démission de « nos » gouvernements. Ceux qui se sont permis de venir faire du bruit pour empêcher Caroline Fourest de reprendre ses inepties sont ceux qui ont objectivement le plus à craindre d'une actuelle montée de l'extrême droite. Ce face à quoi nous luttons et qui constitue un danger réel ce n'est pas simplement l'extrême droite intégriste mais surtout la politique orchestrée par les gouvernements de technocrates qui sont au pouvoir partout en Europe et imposent les politiques liberticides et criminels du FMI et des agences de notation sous couvert de nécessité économique. Cette nécessité là est précisément celle qui a transformé l'université en supermarché de la connaissance, qui traque les chômeurs et rafle les personnes « sans-papiers », qui maintient les indigènes en marges de la société, qui construit des prisons, qui fait voter des lois pour criminaliser le droit de grève, le droit de manifestation et de réunion, le port du foulard ou de la burqa. Aujourd'hui plus que jamais nous avons besoin de lutter contre la manière dont les femmes, les chômeurs, les sans-papiers, dont les indigènes, les indignés, les jeunes, les pauvres, les syndicalistes sont représentés et ne le sont pas – dans nos systèmes politiques et économiques, dans la culture dominante et dans les médias, dans la publicité et dans les universités. Pour cela nous devons aussi lutter contre l'usage cynique de l'« émancipation des minorités », de l'« égalité des chances » et des « politiques d'intégration ». Nous ne pouvons supporter que les moyens d'émancipation de hier deviennent les armes de répression d'aujourd'hui ni que nos combats soient utilisés pour imposer des politiques assimilationnistes, racistes et ethnocentriques. La burqa prouve outre son caractère ironique vise à rendre explicite la réalité de la violence vécue quotidiennement par tous ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas correspondre à l'image unidimensionnelle de ce qu'on appelle aujourd'hui la « citoyenneté ». Le nom burqa prouve indique le retournement ironique d'une stigmatisation, l'appropriation du stigmate au sein d'une subjectivité rebelle qui rompt avec la dimension blessante des discriminations en suscitant fierté (pride) et possibilité d'une logique collective. Outre cette stratégie habille d'anti-parastase – dont ont usé les mouvements black, queer, trans, etc. – il s'agissait aussi d'activer la puissance magique qui entoure le tabou autour du port de la burqa pour provoquer l'inconscient colonial d'une société qui prétend en avoir fini avec le temps des colonies. Personne ne peut honnêtement identifier les personnes (étudiants, syndicalistes, enseignants, chômeurs, etc.) déguisées en burqa avec des islamistes. Si l'on accepte le trouble provoqué par cette intervention, on pourrait presque y voir un geste blasphématoire. Loin d'un inconséquent « droit au blasphème », il importe de rappeler que blasphémer c'est scandaliser nos proches, ceux et celles avec qui nous vivons et luttons. Le blasphème exige d'avantage que la vénération et l'identification respectueuses d'une tradition. Il est une méthode politique qui permet de mettre en tension un héritage – celui du féminisme, des luttes anti-racistes et anti-coloniales – afin de faire bouger les lignes, de faire vaciller les

repères et de faire éclater le solipsisme blanc. Il nous faut reconnaître et faire vivre les conflits, les tensions, les colères et les offenses au sein du féminisme, au sein de l'anti-racisme et des luttes de décolonisation en tant qu'ils nous contraignent à redéployer nos catégories d'analyse et à expérimenter d'autres versions de l'égalité. A Chacun de tirer ses conclusions depuis les effets encore ouverts de la burqa pride.

Un positionnement oppositionnel multipolaire

Dans les marges de l'espace publique majoritaire, il y a toujours eu une autre logique de l'apparaître. D'abord vécue sous formes de murmures à peine audibles ou de silences, la violence de l'exclusion parvient quelques fois à se redéployer dans un élan transgressif, un élan de débordements et de projections utopiques. Lorsque des groupes ou des communautés écartés de la délibération publique entre en action et prennent la parole, ils manifestent un potentiel de résistance ainsi qu'une capacité expressive inédite. Dans les événements qui affluent aujourd'hui un peu près partout dans le monde il y a le retour de la nécessité d'un changement radical de perspectives politiques. L'accueil majoritaire qui leur est fait consiste à rejeter du côté du chaos, de l'inaudible, de l'intégrisme les être parlants qui n'ont pas les qualités requises pour participer au débat et qui introduisent le trouble dans le consensus démocratique. Sans qu'aucune forme de représentation, ne semble, en l'état, capable de l'accueillir, cet espace se constitue à travers l'accumulation d'expériences singulières, par prise de parole directe permettant l'échange de vécu ainsi qu'une articulation dialogique des conflits. Un espace public oppositionnel est en-train-de-se-faire et il se construit autrement que sur les phénomènes flottants de l'opinion publique, des sondages et des enquêtes d'opinions qui procèdent par généralisations abstraites. Il se construit à travers des actes de réhabilitation d'une puissance d'agir déniée, des actes qui sont comme le moteur d'un accroissement des potentialités et qui s'accompagne d'une fierté retrouvée.

Ce texte est une invitation à une assemblée qui adviendra avec le printemps...

En attendant, soutenez!

<http://www.lapetition.be/en-ligne/Decolonize-ulb-11167.html#.T1ye2EvLAwo.facebook>